

Bruxelles, 29 Janvier 2003

Cher Monsieur,

Je vous écris à propos de la question écrite urgente que j'ai déposée auprès de votre DG concernant la violation du Royaume d'Espagne de la directive du Conseil 91/680/CE sur l'harmonisation fiscale en matière de TVA.

Dans votre réponse, vous comparez les cas espagnol et portugais, mais sans aucune référence explicite à la procédure d'infraction des cas portugais et espagnol. C'est pour cela que je suis particulièrement intéressé à avoir un exemplaire du processus des cas portugais et espagnol, jugés et classés par la Commission

La Commission argumente que le classement du cas portugais (et par analogie du cas espagnol) était dû au fait qu'il ne s'agissait pas d'une exemption mais bien d'un remboursement du TVA *à posteriori*.

Par contre, dans le cas espagnol d'un côté l'Église catholique reçoit toujours du financement à travers le Bilan Général de l'État, mais en plus elle jouit aussi d'une exemption directe du TVA en vertu de l'Accord d'Affaires Économiques entre le Royaume d'Espagne et le Saint Siège signé en 1979, parmi autres avantages fiscaux. C'est cette situation qui à notre avis viole la directive du Conseil 91/680/CE.

Je me sens toutefois obligé à remarquer que la position de la Commission par rapport à cette affaire est contradictoire, car la Commission a elle-même présenté un écrit auprès de la Représentation Permanente du Royaume d'Espagne en 1989 au sujet de la violation de la Directive 91/680/CE, mais maintenant elle argumente le contraire pour justifier le classement de la procédure.

Pour autant, je voudrais savoir quelle loi ou principe légal établit la possibilité de donner un traitement identique à des cas différents.

Veillez agréer mes salutations les meilleures
Maurizio Turco

Come Couven par telegone

Cher Monsieur,

Je me réfère à votre Mail, en date du 30 janvier 2003, relatif à la question parlementaire numéro 3773/02 et concernant le traitement TVA des églises en Espagne.

Ainsi que cela vous a été précisé dans la réponse à cette question, la Commission a décidé d'ouvrir une procédure d'infraction sur base de l'article 169 (devenu 226) du Traité CE à l'encontre de l'Espagne et du Portugal parce qu'il avait été constaté que ces deux Etats membres permettaient à l'Eglise catholique, en application d'accords internationaux intervenus avec le Saint-Siège, de ne pas payer la TVA sur les biens et les services qui lui étaient livrés.

Suite à l'envoi du premier acte de la procédure, les deux Etats membres ont présenté leurs observations.

Dans sa réponse, le Portugal a indiqué qu'il appliquait en l'espèce non pas une exonération mais un remboursement a posteriori et que dès lors, cette disposition n'avait pas d'incidences négatives sur les ressources propres communautaires.

De son côté, l'Espagne s'est engagée à pratiquer une correction positive de l'assiette des ressources propres afin de prendre en compte les montants afférents aux opérations exonérées.

Dans les deux cas, sur base des informations dont disposait la Direction Générale du Budget, les montants en cause étaient relativement faibles.

La Commission a dès lors, comme elle le fait à chacun des stades de la procédure d'infraction, réexaminé les dossiers et décidé, compte tenu de leur gravité limitée en considération tant de l'absence d'impact sur le budget communautaire que des montants relativement faibles en cause, de classer les deux procédures d'infraction en faisant usage du pouvoir discrétionnaire que lui confère l'article 226 du Traité tel qu'interprété d'une manière constante par la Cour de Justice européenne depuis l'arrêt Star Fruits du 14 février 1989 (affaire 247/87).

Il n'est pas contradictoire que la Commission aie, dans un premier stade, considéré qu'il y avait infraction au droit communautaire puis, suite à l'examen des observations présentées par les Etats membres, qu'elle aie modifié son jugement au vu des arguments présentés. Un tel échange de vues constitue l'objectif d'une procédure contradictoire.

Par ailleurs, vous indiquez que vous êtes particulièrement intéressé « à avoir un exemplaire du processus des cas portugais et espagnol ». La Commission vient de définir l'accès du public aux documents relatifs aux procédures d'infraction dans un document du 28 février 2003 (COM(2003)260/3). Dans ce cadre, l'accès au document, pour des procédures classées, est, sauf exceptions, en principe possible. Je vous suggère dès lors d'adresser à ce égard un courrier spécifique à la Commission en indiquant précisément les documents dont vous désirez avoir copie.

Je vous prie de croire, Cher Monsieur, à l'assurance de nos salutations distinguées.

Secretariat of Com. Bolkestein

Bruxelles, le 24 mars 2003

Cher Monsieur Van Raan:

Selon le document du 28 février 2003 par lequel la Commission définit l'accès du public aux documents relatifs aux procédures d'infraction (COM(2003)260/3) je désire avoir une copie des documents suivants :

Procédure d'infraction sur base de l'article 226 ouvert par la Commission contre l'Espagne et Portugal par la constatation de que ces deux Etats membres permettaient a l'église catholique de ne pas payer la TVA sur les biens et les services qui lui étaient livrés. Ces procédures d'infraction ont été classé par la Commission.

Je vous remercie de votre attention, et en attendant de votre réponse, veuillez agréer mes salutations le plus distinguées

Maurzio Turco
Président des députés Radicaux au Parlement européen

From: Malena Zingoni
To: Antonella.Correra@cec.eu.int
Date: Tuesday - April 15, 2003 5:48 PM
Subject: Re: FW: On. Turco

Bruxelles, 15 aprile 2003

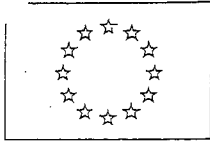
Gentile Signora Correra,

In riferimento alla lettera ricevuta dall'Onorevole M. Turco, datata il 15 Aprile 2003 e firmata dal Dott. J.L. Vergnolle, con la presente reiteriamo gentilmente la nostra richiesta al fine di ottenere, se possibile in tempi brevi, l'accesso ai documenti relativi alle procedure d'infrazione riguardanti il caso 'IVA', per due Stati membri dell'UE, la Spagna ed il Portogallo.

In particolare, la documentazione di cui avremmo bisogno riguarda i documenti in cui si fa riferimento nella lettera sopracitata:

- * Lettere inviate dalla Commissione europea alla Spagna ed al Portogallo
- * Comunicazioni ricevute dai suddetti Stati membri (per i quali invece, e come indicato nella lettera sopracitata, restiamo in attesa della conferma da parte della Commissione che la richiesta di consultazione degli Stati in questione (ai sensi dell'articolo 5, punto (4) della Decisione della Commissione n. 2001/937) è stata effettivamente inoltrata dalla Commissione stessa.
- * Documenti interni della Commissione (comunicazioni inter dipartimenti, schede infrazione, documenti preparatori e resi conto delle riunioni della Commissione riunita in Collegio).

In attesa di un Suo sollecito riscontro e nel ringraziarla della Sua cortese collaborazione, Le porgo i miei distinti saluti.
MZ



COMMISSIONE EUROPEA
DIREZIONE GENERALE
FISCALITÀ E UNIONE DOGANALE
Direzione A - AFFARI GENERALI
Relazioni con le Istituzioni, coordinamento interno

Bruxelles, 22. 05. 2003
TAXUD A1/AC - D(03) 189

Onorevole Maurizio TURCO
Parlamento Europeo
Palazzo Altiero Spinelli 07H161
60, rue Wiertz
B-1047 BRUXELLES

e-mail: mturco@europarl.eu.int

Caro Onorevole,

La ringrazio per il messaggio di posta elettronica che la sua assistente Sig.ra Zingoni mi ha inviato contenente la richiesta di accesso ai documenti che si elencano di seguito e relativi all'oggetto seguente:

Procedimenti d'infrazione avviati ex articolo 226 del Trattato contro la Spagna ed il Portogallo per le esenzioni IVA su beni e servizi concesse nei suddetti stati membri a favore della Chiesa Cattolica.

La sua richiesta e' stata esaminata secondo le norme di cui al Regolamento del Parlamento europeo e del Consiglio n. 1049/2001 in materia di accesso del pubblico ai documenti delle istituzioni comunitarie¹.

In particolare, Lei ha richiesto di avere accesso a:

1. Lettere inviate dalla Commissione alla Spagna ed al Portogallo
2. Comunicazioni ricevute dai suddetti Stati membri.
3. Documenti interni della Commissione (comunicazioni *inter* ed *intra* servizi, scheda infrazione, documenti preparatori e reso conti delle riunioni del Collegio).

Sono lieto di fornirle le seguenti informazioni:

¹ GUCE L (2001) 145, pagina 43). Per maggiori informazioni sulla politica di trasparenza delle istituzioni europee, Le consigliamo di visitare la pagina WEB del Segretariato Generale della Commissione al seguente indirizzo: http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgc/acc_doc/index_en.htm

(I) Fascicolo d'infrazione contro la Spagna (procedimento: 91/2239)

- *Documenti in risposta alla categoria di cui al punto (1) della sua richiesta (documenti inviati dalla Commissione alla Spagna. Per questa categoria si allegano:*

1. Lettera del 21 Novembre 1989 n. 8341 inviata dalla DG XXI al Rappresentante permanente del Regno di Spagna presso le Comunità Europee.
2. Lettera del 13 Gennaio 1994 n.705 inviata dalla DG XXI al Consigliere economico della Rappresentanza permanente del Regno di Spagna presso le Comunità Europee.

- *Documenti in risposta alla categoria di cui al punto (2) della sua richiesta (documenti inviati dalla Spagna alla Commissione):*

Per questa categoria, le informo che i miei servizi hanno avviato la consultazione delle autorità spagnole, ai sensi dell'articolo 5 comma (4) della Decisione della Commissione n. 2001/937². Il termine di tale consultazione e' previsto per il 22 maggio p.v. Sara' mia cura notificarle l'esito di tale consultazione.

- *Documenti in risposta alla categoria di cui al punto (3) della sua richiesta (documenti intra-inter servizi, scheda infrazione, documenti preparatori, resoconti del Collegio). Per questa categoria si allegano:*

3. Scheda infrazione

4. Lettera del 28 Febbraio 1989 n. 1462 inviata dalla DG XXI al Servizio Giuridico della Commissione.
5. Bozza della lettera di messa di mora preparata dalla DG XXI ed approvata dal Servizio Giuridico della Commissione - documento del 26 Marzo 1992 n.2552. La suddetta lettera non e' mai stata notificata alla Spagna.
6. Lettera del 8 Settembre 1994 n.14121 inviata dalla DG XXI alla DG XIX (Bilancio)
7. Lettera del 13 Settembre 1994 n.6651 inviata dalla DG XIX (Bilancio) allá DG XXI

Desidero informarla, infine, che il Servizio Giuridico della Commissione le risponderà in merito ai documenti di competenza di tale servizio.

² Decisione della Commissione n. 2001/937 (GUCE L 345 del 29.12.2001) . Troverà il testo in italiano di questa Decisione nel sito *internet* indicato alla nota 1.

(II) Fascicolo d'infrazione contro il Portogallo (procedimento: 91/2241)

- *Documenti in risposta alla categoria di cui al punto (1) della sua richiesta (documenti inviati dalla Commissione al Portogallo). Per questa categoria si allegano:*

8. Lettera del 12 Settembre 1991 n. 7528 inviata dalla DG XXI al Consigliere Economico della Rappresentanza Permanente della Repubblica Portoghese.
9. Telex del 25.11.1991 n. 9770 inviato dalla DG XXI al Rappresentante Permanente della Repubblica Portoghese.
10. Lettera del 4 Dicembre 1992 n.11152 inviata dalla DG XXI al Rappresentante Permanente della Repubblica Portoghese.

- *Documenti in risposta alla categoria di cui al punto (2) della sua richiesta (documenti inviati dal Portogallo alla Commissione):*

Per questa categoria, le informo che i miei servizi hanno avviato la consultazione delle autorità portoghesi, ai sensi dell'articolo 5 comma (4) della Decisione della Commissione n. 2001/937. Il termine di tale consultazione e' previsto per il 22 maggio p.v. Sara' mia cura notificarle l'esito di tale consultazione.

- *Documenti in risposta alla categoria di cui al punto (3) della sua richiesta (documenti intra-inter servizi, scheda infrazione, documenti preparatori, resoconti del Collegio). Per questa categoria si allegano:*

11. Scheda infrazione
12. Bozza della lettera di messa di mora preparata dalla DG XXI ed approvata dal Servizio Giuridico della Commissione - documento del 13 Aprile 1992 n.3122. La suddetta lettera non e' mai stata notificata al Portogallo.
13. Lettera del 13 Settembre 1993 n. 13333 inviata dalla DG XXI alla DG XIX (Bilancio)
14. Resoconto della riunione speciale dei Capi di Gabinetto tenutasi il 26 marzo 1992 (documento SEC (92) 212/2) (estratto limitato alle parte relativa all'oggetto della presente istanza d'accesso).

Voglia ricevere, caro Onorevole, i miei più distinti saluti,


Jean-Louis VERGNOLLE

NUMERO : 91/2239
 ETATMBRE : ESPAGNE
 TITRE : EXONERATION T.V.A. INSTITUTIONS CATHOLIQUES
 SER.RESP : DG21/1/00
 SER.ASSO : SJUR/X/00
 D.ENCO : DATE-DERNIER-ENCODAGE : 95/04/05
 SECTEUR : FISCALITE
 BASE.JUR : 377L0388;157E234;
 STADE : MAUVAISE APPLICATION
 FAIT.INC : LA LEGISLATION ESPAGNOLE (ARRETE DU 29.2.88) ACCORDE L'EXONERATION DE LA TVA A L'ACHAT DE BIENS IMMEUBLES ET DE BIENS MEUBLES DESTINES AUX INSTITUTIONS DE L'EGLISE CATHOLIQUE D'ESPAGNE. CETTE EXONERATION N'ETANT PAS PREVUE PAR L'ART.13 DE LA 6E DIR.TVA, NI DANS L'ACTE D'ADHESION DE L'ESPAGNE A LA CE, VIOLE PAR CONSEQUENT L'ART.2 DE LA 6E DIR.

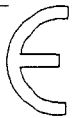
CONNAISS : D'OFFICE
 D.CONNAI : DATE-CONNAISSANCE : 89/09/01
 DL.CEE.E : DATE-LETTRE-COMMISSION-A-ETAT-MEMBRE : 89/11/21
 DL.REPE : DATE-REPOSE-ETAT-MEMBRE : 94/03/21
 OL.REPE : VOIR ETAT DU DOSSIER
 DD.169 : DATE-DECISION-ENVOI-LETTRE-169 : 91/11/20 : PV(91)1083
 DB.169 : DATE-BUTEE-ENVOI-LETTRE-169 : 92/02/20
 HIST.COM : 91/11/20 : MISE EN DEMEURE : PV(91)1083
 92/04/07 : REPORT 92/04/30 : PV(92)1101
 92/05/06 : CONTINUER SURSIS (MD) : PV(92)1104
 92/11/11 : CONTINUER SURSIS (MD) : PV(92)1127
 93/03/31 : CONTINUER SURSIS (MD) : PV(93)1146
 93/11/04 : CONTINUER SURSIS (MD) : PV(93)1175
 94/03/23 : CONTINUER SURSIS (MD) : PV(94)1194
 94/11/03 : CONTINUER SURSIS (MD) : PV(94)1221
 95/04/04 : CLASSEMENT : PV(95)1242

PROP.SER : CLASSEMENT
 D.DECCOM : 95/04/04 : CLASSEMENT : PV(95)1242

ETAT.DOS : - 11.5.90 : LES AUTORITES ESPAGNOLES ESTIMENT QUE LES DISPOSITIONS EN CAUSE SONT CONFORMES AU DROIT COMMUNAUTAIRE, PUISQU'ELLES SONT DEFINIES DANS LE CADRE DE LA CONVENTION DU 3.1.79 ENTRE L'ESPAGNE ET LE SAINT-SIEGE QUI PREVOIT L'EXONERATION DES IMPOTS SUR LA CONSOMMATION CONCERNANT LES BIENS ACQUIS PAR L'EGLISE CATHOLIQUE. L'ESPAGNE INVOQUE EGALEMENT L'ART.234 CE. EN VUE D'OBTENIR LA RECONNAISSANCE OFFICIELLE DU SYSTEME ESPAGNOL.
 POSITION DE LA DG21 :
 EN VERTU DE L'ART.234CE LES E.M. SONT TENUS DE MODIFIER LES DISPOSITIONS DES CONVENTIONS CONCLUES AVANT L'ENTREE EN VIGUEUR DU TRAITE D'ADHESION, QUI SERAIENT CONTRAIRES AUX DISPOSITIONS COMMUNAUTAIRES. IL CONVIENT DONC D'ENGAGER LA PROCEDURE 169CE.
 - 14.7.93 : MISSION A MADRID. LES AUTORITES ESPAGNOLES PROMETTENT DE FOURNIR AUX SERVICES DE LA COMMISSION DES ELEMENTS STATISTIQUES CONCERNANT NOTAMMENT LES VALEURS DE REMBOURSEMENT DE LA TAXE .
 - 13.1.94 : LETTRE DE RAPPEL AUX AUTORITES ESPAGNOLES CONCERNANT LEUR ENGAGEMENT DU 14.7.93
 - 21.3.94 : LES AUTORITES ESPAGNOLES FOURNISSENT LES ELEMENTS REQUIS.
 - 8.9.94 : NOTE DE LA DG21 A LA DG19 DEMANDANT L'ANALYSE DES ELEMENTS EN QUESTION SOUS L'ANGLE DES RESSOURCES PROPRES.
 - 13.9.94 : NOTE DE LA DG19 QUI FAIT REMARQUER QUE L'EXONERATION EN QUESTION N'A PAS DE REPERCUSSIONS SUR LES RESSOURCES PROPRES, L'ESPAGNE EFFECTUANT UNE CORRECTION POSITIVE DES RECETTES
 OBSERVATIONS DE LA DG21: LA SITUATION EN ESPAGNE RELATIVE A L'EXONERATION DES ACQUISITIONS EFFECTUEES PAR LES INSTITUTIONS CATHOLIQUES ETANT IDENTIQUE A CELLE AU PORTUGAL, QUI A FAIT DEJA L'OBJET D'UNE DECISION DE CLASSEMENT, ET ETANT DONNE LA REGLE DES

MINIMIS ET L'INEXISTENCE D'IMPLICATIONS SUR LA PERCEPTION DES
RESSOURCES PROPRES, IL CONVIENT DONC DE PRENDRE UNE MEME DECISION
DE CLASSEMENT A L'EGARD DE L'ESPAGNE

EQU. JUR : 04



COMISIÓN
DE LAS COMUNIDADES
EUROPEAS

Dirección General
Unión aduanera e Impuestos indirectos

XXI-03

8341 21 NOV.1989

Bruselas.....

MS/pcs

Mjos I(A)

Señor Embajador,

Permitame atraer su atención sobre el texto de los artículos 2 y 3 de la orden ministerial de 29 de febrero de 1988 (B.O.E. nº 62 de 12.3.88) que prevé basándose en el Acuerdo entre la España y la Santa Sede de 3.1.79, la exención del IVA para los bienes inmuebles adquiridos bajo ciertas condiciones por diversas entidades de la Iglesia católica española. Así mismo, la resolución de la Dirección General de Tributos de 14 de marzo de 1988 (B.O.E. nº 71 de 13.3.88) extiende dicha exención a la adquisición de determinados bienes muebles.

Dado que tales exenciones no están previstas en la sexta directiva IVA, ni en el Tratado de adhesión de España a las Comunidades, y que, por otra parte, el artículo 234 del Tratado CEE establece que, en la medida en que los convenios internacionales concluidos con anterioridad a la entrada en vigor del Tratado no sean compatibles con este, el Estado miembro en cuestión está obligado a recurrir a todos los medios apropiados para eliminar dichas incompatibilidades, le ruego me haga saber, en el plazo mas breve posible, cuales son las medidas que España piensa adoptar para conformarse al derecho comunitario en lo que respecta a esta materia.

Reciba, Señor Embajador, el testimonio de mi más alta consideración.

H.J. CHUMAS
Director General en funciones

S.E.M. Don Carlos WESTENDORP CABEZA
Representación Permanente de España
Ante las Comunidades Europeas
Boulevard du Régent, 52
1000 - Bruxelles

ALL-1

XXI/03

Note à l'attention de M. Etienne, Directeur
au Service Juridique
(pour M. Colleja)

Objet : Exonération de la TVA pour les biens acquis par certaines institutions de l'église catholique espagnole

La législation espagnole accorde, dans certaines conditions, l'exonération de la TVA aux acquisitions et importations de biens immeubles et meubles par certaines institutions de l'église catholique.

En ce qui concerne les biens immeubles, l'exonération, prévue aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 29.2.1988, est subordonnée à la condition que les biens soient destinés au culte, à l'entretien du clergé, à l'apostolat ou à l'exercice de la charité.

En ce qui concerne les biens meubles, principalement les objets d'argenterie et d'orfèvrerie, l'exonération est accordée par une décision de la Direction Générale des Impôts du 14.3.1988, laquelle précise que les biens doivent être destinés au culte.

Dans les deux cas, la base juridique de ces exonérations est le Traité entre l'Espagne et le Saint Siège du 3.1.1979, particulièrement l'article IV, c) qui prévoit l'exonération totale des impôts de succession, de donation et de transmission pour les biens et droits acquis par les institutions de l'église catholique espagnole, et destinés au culte, à l'entretien du clergé, à l'apostolat et à l'exercice de la charité (voir copies ci-jointes).

A cet égard, il y a deux ordres de questions à examiner.

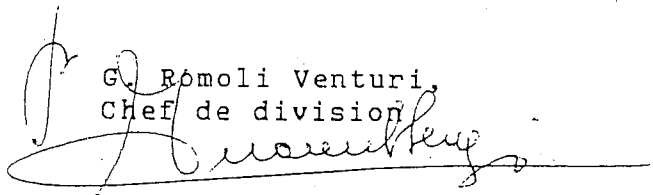
1. La première concerne la conformité des exonérations en question vis-à-vis les directives communautaires TVA, notamment la 6ème.

Dans ce cas, il s'avère que telles exonérations sont globalement contraire à l'article 2 de la 6ème directive, étant donné qu'elles ne sont pas prévues par les articles 13 et 14 de ladite directive.

2. La deuxième question, porte sur le point de savoir si, malgré l'incompatibilité des exonérations en question avec la 6ème directive communautaire, celles-ci pourraient éventuellement être justifiées sur base du Traité entre l'Etat espagnol et le Saint Siège du 3.1.1979, notamment en prenant en considération l'art. 234 du Traité CEE.

Veillez nous faire part, dans les meilleurs délais, de l'avis du Service Juridique sur les observations susmentionnées.

G. Romoli Venturi,
Chef de division



Alphabos

NOTE AU DIRECTEUR DE LA COORDINATION INTERIEURE
SECRETARIAT GENERAL

A l'attention de M. POOLEY

Objet : Infraction numéro : 91/2239

Titre : Exonération TVA institutions catholiques

Etat membre : Espagne

En application de la décision de la Commission du 20/11/91 PV 1083, vous trouverez, en annexe, pour envoi à l'Etat membre concerné, le projet(*) de :

MISE EN DEMEURE

qui a reçu l'accord du Service Juridique, le 23.3.1992.

P. WILMOTT
Directeur général

(*) Ce projet est accompagné de :

sa traduction, en double exemplaire, en français ou en anglais pour les autres langues.

Le texte a été transmis dans la librairie M179 sgpool.

70

Dirección General
Aduana e Fiscalidad Indirecta
Control de la aplicación de las disposiciones comunitarias
XXI-01

Borrador de
carta de emplazamiento

Excelentísimo Sr. Ministro:

Me permito recabar su atención sobre lo dispuesto en el artículo 2 de la Sexta Directiva IVA, directiva 77/388/CEE (J.O. n. L 145, 13/6/77) que establece que "están sujetas al impuesto sobre el valor añadido las entregas de bienes y las prestaciones de servicios realizadas a título oneroso en el interior de un país por un sujeto pasivo que actúe como tal".

No obstante, el Decreto de 25.02.88 (BOE nº 62 de 12.03.88) y la Decisión de la Dirección General de Impuestos de 14.03.88 (BOE nº 17 de 13.03.88) conceden la exención del IVA a las entregas a la Iglesia Católica española de bienes inmuebles y de bienes muebles efectuadas por sujetos pasivos.

Tal exención, al no estar prevista ni en el artículo 13 de la Sexta Directiva IVA - disposición que fija las exenciones al IVA en el interior del país - ni en el Acta de Adhesión de España y Portugal a las Comunidades Europeas, infringe el artículo 2 de la Sexta Directiva.

Mediante carta de 21.11.89, los servicios de la Comisión comunicaron a la Representación Permanente de España su punto de vista sobre este asunto.

Excmo. Sr. D. Francisco FERNANDEZ-ORDONEZ
Ministro de Asuntos Exteriores
Plaza de la Provincia 1
ES - 28012 - MADRID

Mediante carta de fecha 11.05.90, la administración española objetó la posición de la Comisión. Según las autoridades españolas, dichas exenciones concedidas a las instituciones de la Iglesia Católica se basan en el Concordato de 13.01.79 entre la Santa Sede y España, que establece que los bienes adquiridos por la Iglesia española quedan exentos de impuestos sobre el consumo. Según la administración española, las disposiciones del Decreto de 29.02.88 se limitan a aclarar el alcance de la exención concedida por el Concordato. Las autoridades españolas también comunican que, en cualquier caso, están dispuestas a aplicar el procedimiento previsto en el artículo 30 de la Sexta Directiva, o cualquier otro procedimiento que indique la Comisión, en el marco del artículo 234 del Tratado CEE, para renegociar las disposiciones del Concordato que no se ajusten al derecho comunitario.

A este respecto, la Comisión entiende que:

- De conformidad con el Acta de Adhesión, España debía aplicar el régimen común IVA a partir de la fecha de la adhesión, es decir, desde el 1 de enero de 1986.
- Consecuentemente, el IVA fue introducido en España, el 1 de enero de 1986, por la Ley 30/1985.
- Sin embargo, la exención concedida a las entregas a la Iglesia Católica surtió efectos únicamente a partir de la entrada en vigor del Decreto de 25.02.88.

La Comisión también desea señalar que:

- España no solicitó, al amparo del artículo 30 de la Sexta Directiva, una excepción a las disposiciones del artículo 2 de la Sexta Directiva IVA en materia de acuerdos internacionales.
- La renegociación del Concordato con la Santa Sede está sujeta a la iniciativa de España e implica el reconocimiento explícito por parte de sus autoridades de que sus disposiciones legislativas infringen el derecho comunitario.

En estas condiciones, la Comisión considera que el Reino de España, al eximir del IVA las adquisiciones de bienes muebles e inmuebles por las instituciones de la Iglesia Católica a sujetos pasivos, ha infringido el artículo 2 de la Sexta Directiva IVA.

Consecuentemente, la Comisión, con arreglo al artículo 169 del Tratado CEE, invita al Gobierno español a que presente sus observaciones al respecto, en el plazo de dos meses a contar desde la fecha de recepción de esta carta.

Tras entrar en conocimiento de las observaciones del Gobierno español, la Comisión se reserva el derecho de emitir el dictamen motivado previsto en el artículo 169. Asimismo, se reserva la posibilidad de emitir un dictamen motivado si no recibe dichas observaciones dentro del plazo fijado.

Por la Comisión

Bruxelles, le
1/B/91/2239,md,fr
MS/cr

Projet de lettre de mise en demeure

A traduire en espagnol

Excellence,

J'attire votre attention sur l'article 2 de la 6ème directive TVA - directive 77/388/CEE - qui dispose que "sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée les livraisons de biens et les prestations de services effectuées à titre onéreux à l'intérieur du pays par un assujetti agissant en tant que tel".

Or, l'arrêté du 25.02.88 (B.O.E. n° 62 du 12.03.88) et la décision de la Direction Générale des Impôts du 14.03.88 (B.O.E. n° 71 du 13.03.88) accordent l'exonération de la TVA aux livraisons de biens immeubles et de biens meubles effectuées par des assujettis aux institutions de l'Eglise catholique espagnole.

Une telle exonération n'étant pas prévue, ni dans l'art. 13 de la 6ème directive TVA - disposition qui fixe les exonérations à la TVA à l'intérieur du pays -, ni dans l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux Communautés, elle viole l'art. 2 de la 6ème directive.

Par lettre du 21.11.89, les services de la Commission ont communiqué à la Représentation permanente de l'Espagne leur point de vue sur la question.

Par lettre du 11.05.90, l'administration espagnole a contesté la position de la Commission. D'après les autorités espagnoles, les exonérations en question accordées aux institutions de l'Eglise catholique sont fondées sur la Convention entre le Saint Siège et l'Espagne du 03.01.79 qui prévoit l'exonération des impôts sur la consommation relatifs aux biens acquis par l'Eglise espagnole. En effet, selon l'administration espagnole, les dispositions de l'arrêté du 29.02.88 se limitent à éclaircir la portée de l'exonération accordée par la Convention. En outre, les autorités espagnoles communiquent qu'en tout état de cause, elles seraient disposées à utiliser la procédure prévue dans l'art. 30 de la 6ème directive, ou toute autre procédure indiquée par la Commission dans le cadre de l'art. 234 du Traité CEE pour renégocier les dispositions de la Convention qui ne seraient pas conformes au droit communautaire.

A cet égard, la Commission fait remarquer que :

- sur base de l'acte d'adhésion, l'Espagne était obligée d'appliquer le régime communautaire de la TVA depuis la date d'adhésion, c'est-à-dire le 01.01.86 ;

- en effet, la TVA a été introduite en Espagne par force de la loi n° 30/1985, le 01.01.86 ;
- enfin, l'exonération accordée aux livraisons à l'Eglise catholique n'a été introduite qu'avec l'entrée en vigueur de l'arrêté du 25.02.88.

La Commission observe encore que :

- l'Espagne n'a pas demandé, sur base de l'art. 30 de la 6ème directive, une dérogation aux dispositions de l'art. 2 de la 6ème directive TVA en matière d'accords internationaux ;
- toute renégociation de la Convention avec le Saint Siège relève de l'initiative de l'Espagne et implique la reconnaissance explicite par ses autorités que ses dispositions législatives violent le droit communautaire.

Dans ces conditions, la Commission considère que le Royaume d'Espagne, en exonérant de la TVA les acquisitions auprès d'assujettis de biens meubles et de biens immeubles par les institutions de l'Eglise catholique espagnole, viole l'art. 2 de la 6ème directive TVA.

En conséquence, la Commission, conformément à l'art. 169 du Traité CEE, invite le gouvernement espagnol à lui présenter ses observations concernant les constatations susmentionnées, dans le délai de deux mois à compter de la date de réception de la présente lettre.

Dès qu'elle aura pris connaissance des observations du gouvernement espagnol, la Commission se réserve le droit d'émettre l'avis motivé prévu par l'article 169. Elle se réserve de même la possibilité d'émettre un avis motivé dans le cas où les observations en question ne lui auront pas été transmises dans le délai fixé.

Pour la Commission



COMISIÓN EUROPEA
DIRECCIÓN GENERAL ADUANA Y FISCALIDAD INDIRECTA

Control de la aplicación de las disposiciones comunitarias

Alze
(F) 2

Ref. : IN/B/91/2239/rpes

Bruselas,
DG XXI/01 (MS/cr)

Muy señor mío:

Recabo su atención sobre el procedimiento de infracción 91/2239 relativo a la exención del IVA a determinadas entregas de bienes efectuadas a las instituciones de la iglesia católica en España.

En una reunión efectuada en Madrid el 14 de julio de 1993 entre las autoridades fiscales españolas y la DG XXI, se acordó que se enviarían a la Comisión datos estadísticos relativos al número de instituciones que disfrutaban de la exención en cuestión y a los importes de la misma. Dichos datos son indispensables para que la Comisión pueda adoptar una nueva postura con respecto al expediente; le agradecería que me los enviara en la mayor brevedad posible.

Le saluda muy atentamente,

G. Romoli Venturi
Jefe de División

Sr. D. Fernando ALEMANY
Consejero Financiero
Representación Permanente de España
ante las Comunidades Europeas
Bd. du Régent, 52

1000 BRUSELAS

all. 2

Direction générale
Douane et fiscalité indirecte

Contrôle de l'application des dispositions communautaires
XXI-01

A traduire en espagnol

Monsieur l'Attaché,

J'attire votre attention sur la procédure d'infraction 91/2239 relative à l'exonération à la TVA de certaines livraisons de biens effectuées aux institutions de l'église catholique en Espagne.

Lors d'une réunion effectuée à Madrid le 14 juillet 1993 entre les autorités fiscales espagnoles et la DG XXI, il a été convenu que des éléments statistiques seraient transmis à la Commission concernant le nombre des institutions qui bénéficient de l'exonération en question et les montants d'une telle exonération. Ces éléments s'avérant indispensables à une éventuelle nouvelle prise de position de la Commission sur le dossier, je vous saurais gré de bien vouloir me les faire parvenir dans les plus brefs délais.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Attaché, l'expression de mes sentiments distingués.

G. Romoli Venturi
Chef de Division

Sr. D. Fernando ALEMANY
Consejero Financiero
Representación Permanente de España
ante las Comunidades Europeas
Bd. du Régent, 52

1000 BRUXELLES

7



COMMISSION EUROPÉENNE

DIRECTION GÉNÉRALE XXI
DOUANE ET FISCALITE INDIRECTE

Contrôle de l'application des dispositions communautaires

Bruxelles, le -8.SEP94 **014121**
Ref: MS/cr - IN/B/91/2239/dg19
DG XXI/01

NOTE À L'ATTENTION DE MONSIEUR GAMBINI
DG XIX

**Objet : Procédure d'infraction 91/2239 - Espagne
Exonération TVA institutions catholiques**

Dans le cadre de la procédure d'infraction sous rubrique, les services de la DG XXI ont demandé aux autorités espagnoles une série d'informations concernant l'application pratique du régime en question.

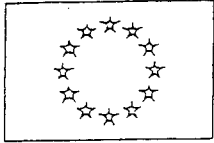
Par lettre du 21 mars 1994, l'administration espagnole a fourni les éléments demandés.

Ayant en vue le contrôle de ces éléments sous l'angle de la réglementation des ressources propres communautaires, je vous prie de trouver ci-joint copie des lettres susmentionnées ainsi qu'une copie du projet de lettre de mise en demeure relatif à l'infraction en question.

G. Romoli Venturi
Chef de Division

Annexes : 3

2



COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE XIX
BUDGETS
Direction B - Contrôleressources propres TVA et PNB
Unité 4
Dossier 6.2.

13.09.94 /XIX/D/ 06651

Bruxelles, le
AVD/rk

Note à l'attention de Mr. G. ROMOLI VENTURI

DG XXI

Objet: Procédure d'infraction 91/2239 - Espagne
Exonération TVA institutions catholiques

En faisant référence à votre note du 8 septembre 1994 (n° 014121), la DG XIX fait remarquer que en ce qui concerne l'exonération de la TVA des opérations d'institutions catholiques il n'y a pas de répercussions sur les ressources propres.

L'Espagne effectue une correction positive aux recettes qui est basée, sur les certificats qui ont été envoyés par toutes les provinces et qui montrent le total des contre-prestations exemptées et la quote part TVA qui n'a pas été perçue. (Référence est fait aux points 2.4.3. du rapport de contrôle pour l'exercice 1992 et 2.4.3. du rapport de contrôle pour les exercices 1990 et 1991).

Les montants qui figurent sous point 2 de la lettre des autorités espagnoles du 21 mars 1994 (c'est-à-dire 790,90 Mio. de Ptas. pour 1990, 1295,87 Mio de Ptas. pour 1991 et 1443,78 Mio. de Ptas. pour 1992) correspondent exactement aux corrections positives.

D14121 2309

DIRECTION GÉNÉRALE XIX BUDGETS DIRECTION B - CONTRÔLERESSOURCES PROPRES TVA ET PNB UNITÉ 4	
14.9.1994	014237
101	

T. GAMBINI
Chef d'unité XIX/B/4

M. M.

NUMERO : 91/2241
 ETATMBRE : PORTUGAL
 TITRE : EXONERATION T.V.A. INSTITUTIONS CATHOLIQUES
 SER.RESP : DG21/1/00
 SER.ASSO : SJUR/X/00;DG19/X/00
 D.ENCO : DATE-DERNIER-ENCODAGE : 94/03/21
 SECTEUR : FISCALITE
 BASE.JUR : 377L0388;
 STADE : MAUVAISE APPLICATION
 FAIT.INC : LE D.L. N. 20-90 DU 13.1.90 ETABLIT L'EXONERATION DE LA TVA POUR LES LIVRAISONS D'OBJETS DU CULTE AINSI QUE POUR LES BIENS ET SERVICES DESTINES AUX BATIMENTS DE L'EGLISE CATHOLIQUE. UNE TELLE EXONERATION N'ETANT PAS ADMISE NI PAR L'ART.13 DE LA 6E DIR.TVA NI PAR L'ACTE D'ADHESION DU PORTUGAL, ELLE EST DONC EN INFRACTION AVEC LADITE DIRECTIVE.

CONNAISS : D'OFFICE
 D.CONNAI : DATE-CONNAISSANCE : 91/06/01
 DL.CEE.E : DATE-LETTRE-COMMISSION-A-ETAT-MEMBRE : 91/09/12
 DT.RAPE : DATE-TELEX-RAPPEL-A-ETAT-MEMBRE : 91/11/21
 DD.169 : DATE-DECISION-ENVOI-LETTRE-169 : 91/12/18 : PV(91)1087
 DB.169 : DATE-BUTEE-ENVOI-LETTRE-169 : 92/03/18
 HIST.COM : 91/11/20 : REPORT 91/12/05 : PV(91)1083
 91/12/18 : MISE EN DEMEURE + ART. 5 CEE : PV(91)1087 o
 92/04/07 : SURSIS (MD) 92/04/30 : PV(92)1101
 92/05/06 : CONTINUER SURSIS (MD) : PV(92)1104
 92/11/11 : CONTINUER SURSIS (MD) : PV(92)1127
 93/03/31 : CONTINUER SURSIS (MD) : PV(93)1146
 93/11/04 : CONTINUER SURSIS (MD) : PV(93)1175
 94/03/23 : CLASSEMENT : PV(94)1194

PROP.SER : CLASSEMENT
 D.DECOM : 94/03/23 : CLASSEMENT : PV(94)1194

ETAT.DOS : - 21.11.91 : TELEX DE RAPPEL AU PORTUGAL.
 - 12.12.91 : REPONSE DES AUTORITES PORTUGAISES EXPLIQUANT QU'IL NE S'AGIT PAS D'UNE EXONERATION, MAIS D'UN REMBOURSEMENT DE LA TVA ACCORDEE LORS DE CERTAINES LIVRAISONS ET PRESTATIONS DE SERVICES EFFECTUEES POUR LES INSTITUTIONS CATHOLIQUES. CE REGIME NE POSERAIT PAS DE PROBLEMES DU POINT DE VUE DES RESSOURCES PROPRES VU QUE L'IMPOT EST PERCU. EN OUTRE, LE REMBOURSEMENT DE LA TVA N'AURAIT AUCUNE REPERCUSSION SUR LA CONCURRENCE VU QUE LES INSTITUTIONS CATHOLIQUES N'EXERCENT PAS D'ACTIVITES ECONOMIQUES.

POSITION DE LA DG21 :
 CE REMBOURSEMENT DE LA TAXE CONSTITUE EN FAIT UNE EXONERATION DEGUISEE, LA LOI TVA PORTUGAISE PREVOYANT DEJA DE TELLES EXONERATIONS POUR LES ACHATS DES DIPLOMATES PAR EX. OR CETTE EXONERATION N'EST PAS PREVUE PAR LA 6E DIR. NI PAR L'ACTE D'ADHESION.

- 4.12.92 : LETTRE DE LA DG21 AUX AUTORITES PORTUGAISES EN REPONSE A LEUR COMMUNICATION DU 12.12.91. DE PLUS, AFIN DE MIEUX CERNER LA DIMENSION DE L'INFRACTION NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE SES IMPLICATIONS QUANT AU SYSTEME DES RESSOURCES PROPRES, LA DG21 POSE UNE SERIE DE QUESTIONS RELATIVES A L'APPLICATION PRATIQUE DU REGIME PORTUGAIS.

- 18.02.93 : TELEX DE RAPPEL.
 - 30.3.93 : REPONSE DU PORTUGAL QUI FOURNIT LES ELEMENTS DEMANDES SAUF EN CE QUI CONCERNE LES IMPORTATIONS ET QUI INFORME QUE LE MONTANT DES BIENS IMPORTES EST TRES REDUIT EN TOUT ETAT DE CAUSE. POSITION DE LA DG21: LES CHIFFRES DU MONTANT GLOBAL DE LA TAXE REMBOURSEE NE PRESENTENT PAS UN POIDS TRES SIGNIFICATIF.

- 13.9.93 : LA DG19 EST INTERROGEE SUR L'ASPECT RESSOURCES PROPRES.
 - 24.1.94 : REPONSE DE LA DG19. LE PORTUGAL INCLUT DANS L'ASSIETTE

o

DES RESSOURCES PROPRES TVA LES MONTANTS GLOBAUX DE REMBOURSEMENT DE LA TAXE EFFECTUES AUX INSTITUTIONS CATHOLIQUES, CE QUI SIGNIFIE QUE MALGRE L'INFRACTION A LA 6E DIR.TVA LE REGIME PORTUGAIS EST CORRECT DU POINT DE VUE DES RESSOURCES PROPRES COMMUNAUTAIRES.

- POSITION DE LA DG21 :

VU L'ABSENCE D'IMPLICATIONS FINANCIERES, LA REGLE DES MINIMIS PERMET A LA COMMISSION DE DECIDER LE CLASSEMENT. NEAMMOINS, IL Y A LIEU D'ECRIRE AU PORTUGAL AFIN D'ECLAIRCIR LA POSITION DE LA COMMISSION ET D'ATTIRER L'ATTENTION DES AUTORITES PORTUGAISES SUR LEURS OBLIGATIONS A L'EGARD DE LA C.E.

EQU.JUR : 04

91/2241

12-09-1991* 7528



COMISSÃO
DAS COMUNIDADES
EUROPEIAS

Bruxelas, 10 de Setembro de 1991
FS/rf

Direcção-Geral
União aduaneira e impostos indirectos
Controlo da aplicação das disposições comunitárias

Exmo. Senhor
Dr. Raul Esteves
Conselheiro Fiscal da
Representação Permanente
de Portugal junto das
Comunidades Europeias
Rue Marie Thérèse, 11-13
1040 Bruxelles

Senhor Conselheiro,

Chamo a atenção de V. Exa para o Decreto-Lei No 20/90 de 13 de Janeiro, que concede algumas isenções do IVA à Igreja Católica Portuguesa e às instituições particulares de solidariedade social.

Em relação à Igreja Católica, beneficiam de uma isenção, por um lado, a entrega de objectos destinados ao culto, e, por outro lado, os bens e serviços relativos à construção, manutenção e conservação dos imóveis destinados exclusivamente ao culto, habitação e formação dos sacerdotes e religiosos, ao apostolado e ao exercício da caridade.

Ainda que as referidas isenções tenham sido introduzidas com fundamento no Art. 8º da Concordata entre a Santa Sé e o Estado Português, de 7 de Maio de 1940, observa-se que o Art. 234º do Tratado CEE dispõe que, na medida em que as convenções concluídas por um Estado-Membro, antes da entrada em vigor do Tratado, sejam com ele incompatíveis, esse Estado fica obrigado a recorrer a todos os meios adequados para eliminar essa incompatibilidade. Ora, dado que as isenções em questão não estão previstas, nem no Direito derivado comunitário - nomeadamente, na 6ª Directiva IVA (Directiva 77/388/CEE, de 17 de Maio de 1987)-, nem no Tratado de Adesão de Portugal às Comunidades, deve deduzir-se que elas são incompatíveis com o Tratado CEE. Por conseguinte, por força do Art. 234º do Tratado CEE, o Estado Português está obrigado a renegociar a concordata de 1940 no sentido de adequar as suas disposições fiscais ao Direito Comunitário.

No que respeita às Instituições particulares de solidariedade social, beneficiam de uma isenção, as aquisições de bens e serviços por essas instituições, relacionados com a construção, manutenção e conservação dos imóveis utilizados, total ou principalmente, na prossecução dos seus fins estatutários.

Tendo em conta que as referidas isenções não se encontram previstas na 6ª Directiva IVA, e que o Tratado de Adesão de Portugal às Comunidades Europeias também não as admite, resulta que o regime em causa viola o Art. 2º da mencionada Directiva.

Por conseguinte, solicito a V. Exa que me comunique no prazo mais breve possível quais são as medidas que as autoridades portuguesas se propõem tomar para eliminar as referidas infracções ao Direito comunitário.

Queira aceitar os meus melhores cumprimentos.

G. Romoli Venturi
Chefe de Divisão

25-11-1991*

9770

831510

MIPORT - REPRESENTACAO
PERMANENTE DE PORTUGAL
JUNTO DAS COMUNIDADES
EUROPEIAS
RUE MARIE THERESE
1040 BRUXELAS

SENHOR EMBAIXADOR,

CHAMO A ATENCAO DE V.EXA. PARA O OFICIO DOS MEUS SERVICOS N. 7528 DE 12/9/1991, RELATIVO A ISENCAO DO IVA ATRIBUIDA PELA LEI PORTUGUESA A DETERMINADAS AQUISICOES EFECTUADAS PELAS INSTITUICOES DE SOLIDARIEDADE SOCIAL E PELA IGREJA CATOLICA.

NESSE OFICIO, SOLICITAVA-SE AS AUTORIDADES PORTUGUESAS A INDICACAO DAS MEDIDAS QUE SE PROPORIAM TOMAR PARA ELIMINAR A INFRACCAO AO DIREITO COMUNITARIO QUE RESULTAVA DA REFERIDA ISENCAO.

ATE AO MOMENTO, OS MEUS SERVICOS NAO RECEBERAM AINDA QUALQUER COMUNICACAO DA ADMINISTRACAO PORTUGUESA. POR ISSO REITERO A V.EX? QUE SE DIGNE COMUNICAR AOS MEUS SERVICOS AS INFORMACOES REQUERIDAS.

PETER WILMOTT

DIRECTOR-GERAL

NNNN

NE DEBORDEZ PAS DU CADRE

NNNN N'oubliez pas les NNNN apres dernière ligne (nom du signataire) ou les /// si texte continue sur feuille suite —
UNE LIGNE S'ANNULE EN TRACANT UN TRAIT NOIR CONTINU SUR TOUS LES CARACTERES — N'EMPLOYEZ PAS D'AGRAFES - N'UTILISEZ NI TYPEx NI GOMME
- UNE ERREUR SE CORRIGE EN FRAPPANT LE CARACTERE NOIR PLEIN SUR CARACTERE ERRENE — POUR LA SUITE D'ADRESSES MULTIPLES OU DE TEXTES
DEPASSANT LE CADRE GRAS UTILISEZ LES FEUILLES SUITE SIMPLE CADRE.

EXPEDITEUR	DG OU SERVICE	BAT/BUREAU	TELEPHONE	DATE	MARQUEZ CHOIX D'UN X			PRIORITE DEMANDEE
P. WILMOTT	XXI.	MDB 4/21	61169	20.11.91	SERVICE	X	TELEX	
SUITE N°	NOM DU FONCTIONNAIRE HABILITE				OU		OU	
ACCEP	PREP.	TRANS	SVT	SIGNATURE				



COMISSÃO
DAS COMUNIDADES
EUROPEIAS

Direcção-Geral
Alfândega e Impostos Indirectos
Controlo da aplicação das disposições comunitárias
XXI-01

Bruxelas,
FS/vb
I/B/91/2241, rp

04-12-1992 011152

OK
10/10

Senhor Embaixador,

Tenho a honra de chamar a atenção de V. Exa. para o sistema de tributação em IVA dos bens e serviços adquiridos pelas instituições da Igreja Católica em Portugal.

De acordo com o Decreto-Lei nº 20/90 de 13 de Janeiro as aquisições e importações, pelas referidas instituições, de objectos que se destinem única e exclusivamente ao culto religioso, e de bens e serviços respeitantes à construção, manutenção e conservação de imóveis destinados exclusivamente ao culto, à habitação e formação de sacerdotes e religiosos, ao apostolado e ao exercício da caridade, beneficiam de uma restituição do imposto.

Por carta de 12 de Setembro de 1991 os meus serviços comunicaram às autoridades portuguesas o seu ponto de vista sobre o referido sistema, considerando-o contrário ao artigo 2º da 6ª directiva IVA.

Por carta de 12 de Dezembro de 1991, a Administração portuguesa contestou a posição da Comissão. De acordo com as Autoridades portuguesas, não se trata de uma isenção, mas sim de um reembolso do IVA, concedido aquando de determinadas entregas e prestações de serviços efectuadas a instituições da Igreja Católica Portuguesa.

Serve a presente carta para informar V. Exa. de que os serviços da Comissão discordam da referida afirmação.

Com efeito, o reembolso do imposto não afasta a qualificação de isenção. Trata-se apenas de uma técnica de execução da isenção, a qual, aliás, é utilizada pela lei portuguesa do IVA em outros domínios, como é o caso das aquisições efectuadas por diplomatas, esse sim, coberto pela 6ª directiva.

Ora, tendo em vista um conhecimento mais preciso da dimensão da referida infracção pelos serviços da Comissão, nomeadamente no que se refere às suas implicações no sistema de recursos próprios das Comunidades, serve ainda a presente carta para solicitar que V. Exa. se digne transmitir o mais brevemente possível as seguintes informações complementares relativas à aplicação e ao alcance da isenção em causa :

5

- Número total de instituições da Igreja Católica abrangidas pelo Decreto-Lei nº 20/90, e discriminação do número de cada um dos seus diferentes tipos : dioceses, ordens, congregações, institutos religiosos e missionários, seminários, outros centros de formação, fábricas da Igreja;

- Valor dos reembolsos do imposto efectuados em 1990 e 1991 : valor total; valor relativo às importações; valor respeitante às operações internas; valor relativo aos objectos isentos; valor concernente aos bens e serviços respeitantes aos imóveis abrangidos pela isenção; valor respeitante às dioceses, ordens e congregações; valor relativo aos institutos religiosos e missionários; valor concernente aos seminários e outros centros de formação; valor respeitante às fábricas da Igreja;

- Indicação das instituições da Igreja católica que prestam serviços isentos no sentido do artigo 13º da 6ª directiva;

- Indicação das circulares administrativas que se referem à aplicação do diploma legal em causa e transmissão dos respectivos textos, nomeadamente dos que esclarecem o processo de reembolso e indicam os serviços fiscais que o executam.

Queira aceitar, Senhor Embaixador, a expressão da minha mais elevada consideração,

Peter WILMOTT

S.E. o Embaixador
José Paulouro das Neves
Representante Permanente de Portugal
Junto das Comunidades Europeias
Rue Marie-Thérèse, 11-13
1040 Bruxelles



COMMISSION
DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES

Direction générale
Douane et fiscalité indirecte
Contrôle de l'application des dispositions communautaires
XXI-01

13-04-1992* 03122

Bruxelles,
1/B/91/2241, note SG
MS/cr

ML-12

NOTE AU DIRECTEUR DE LA COORDINATION INTERIEURE
SECRETARIAT GENERAL

A l'attention de M. POOLEY

Objet : Infraction numéro : 91/2241/B - Portugal

Titre : Exonération TVA institutions catholiques.

En application de la décision de la Commission du 18.12.91 PV(91)1087, vous trouverez, en annexe, pour envoi à l'Etat membre concerné, le projet* de :

MISE EN DEMEURE

qui a reçu l'accord du Service Juridique par note du 23 mars 1992 (référence JUR (92)01503).

Peter WILMOTT
Directeur général

ANNEXE

* Le texte a été transmis dans la librairie M179 sgpool.

Le texte est accompagné de sa traduction française en double exemplaire.

6

Direcção-Geral
Alfândega e impostos indirectos
Controlo da aplicação das disposições comunitárias
XXI-01

Excelência,

Chamo a atenção de Vossa Excelência para a Sexta Directiva IVA - Directiva n.º 77/388/CEE de 17.05.77 (J.O. n.º L 145 de 13.06.77). De acordo com o disposto no seu artigo 2º "estão sujeitas ao imposto sobre o valor acrescentado as entregas de bens e as prestações de serviços efectuadas a título oneroso, no território do país, por um sujeito passivo agindo nessa qualidade".

Ora, o Decreto-Lei n.º 20/90 de 13.01.90 concede uma isenção do IVA às entregas de bens móveis destinadas ao culto religioso, bem como às entregas de bens e às prestações de serviços efectuadas por sujeitos passivos e destinadas à construção e à conservação de imóveis pelas instituições da Igreja Católica portuguesa.

Uma tal isenção não se encontra prevista nem no artigo 13º da Sexta Directiva IVA - artigo que estipula as isenções ao IVA no território do país -, nem no Acto de Adesão de Espanha e de Portugal às Comunidades, pelo que infringe o disposto no artigo 2º da Sexta Directiva.

Por carta de 12.09.91, os serviços da Comissão comunicaram à Representação Permanente de Portugal o seu ponto de vista relativamente a esta questão.

Sua Excelência
Professor Doutor João de Deus PINHEIRO
Ministro dos Negócios Estrangeiros
Ministério dos Negócios Estrangeiros
Largo do Rilvas
P - 1354 - LISBOA CODEX

Por carta de 12.12.91, a Administração portuguesa contestou a posição da Comissão. De acordo com as Autoridades portuguesas, não se trata de uma isenção, mas sim de um reembolso do IVA, concedido aquando determinadas entregas e prestações de serviços efectuadas a instituições sociais. Sendo este o caso, do ponto de vista dos recursos próprios, o regime português não coloca qualquer problema, dado que o imposto é cobrado. Além disso, as Autoridades portuguesas explicaram que o reembolso do IVA consiste numa ajuda que não tem quaisquer repercussões sobre a concorrência, uma vez que a Igreja Católica não exerce actividades económicas.

A este propósito, a Comissão considera que o reembolso do imposto constitui uma técnica para conceder uma isenção, técnica esta que, aliás, é autorizada nos termos do disposto no nº 10 do artigo 15º e utilizada pela própria lei IVA portuguesa noutros domínios, como por exemplo, nas compras efectuadas pelos diplomatas. Assim sendo, uma vez que se trata, no caso em apreço, de uma isenção não prevista na Sexta Directiva IVA e não estabelecida no Acto de Adesão, constitui uma infracção ao direito comunitário.

Nestas condições, a Comissão considera que a República Portuguesa, ao isentar do IVA a compra a sujeitos passivos, pela Igreja Católica, de bens móveis destinados ao culto religioso, bem como a compra de bens e a prestação de serviços destinados à construção de bens imóveis, infringe o disposto no artigo 2º da Sexta Directiva IVA.

Em consequência, a Comissão, nos termos do disposto no artigo 169º do Tratado CEE convida o Governo português a apresentar as suas observações relativamente aos factos supra-referidos, no prazo de dois meses a contar da data de recepção da presente carta.

A partir do momento em que tomar conhecimento das observações do Governo português, a Comissão reserva-se a faculdade de formular o parecer fundamentado previsto no artigo 169º do Tratado. A Comissão reserva-se ainda o direito de formular um parecer fundamentado caso as observações em questão não lhe sejam transmitidas no prazo fixado.

Pela Comissão



COMMISSION
DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES

Direction générale
Douane et fiscalité indirecte

Contrôle de l'application des dispositions communautaires

XXI-01

13-09-1993*013333

Bruxelles, le
IN/B/91/2240/gambini
IN/B/91/2241/gambini
MS/cr

M. B.

Note à l'attention de Monsieur GAMBINI - DG XIX

Objet : Procédures d'infraction 91/2241 (exonération TVA institutions catholiques) et 91/2240 (exonération TVA institutions sociales) contre le Portugal

Dans le cadre des procédures d'infraction sous rubrique les services de la DG XXI ont demandé aux autorités portugaises une série d'informations concernant l'application pratique des régimes en question.

Par lettres du 30.03.93 et du 20.04.93, l'administration portugaise a fourni les éléments demandés.

Ayant en vue le contrôle de ces éléments par vos services, je vous prie de trouver ci-joint copie des lettres susmentionnées.

G. Romoli Venturi
Chef de Division

Annexes : 2

1

Secrétariat général

SEC(92)212/2

CONFIDENTIEL
O.J.1101

91/2241

NOTE A L'ATTENTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION

Objet : Contrôle de l'application du droit communautaire

- Rapport "B" 1/92 sur les infractions présumées
- Compte rendu de la réunion spéciale des Chefs de cabinet du 26 mars 1992

Les Chefs de cabinet se sont réunis, le 26 mars 1992 sous la présidence de Mme PONS, Membre du cabinet de M. le Président, pour examiner le Rapport "B" 1/92 sur les infractions présumées (SEC(92)208 et 210).

REL: 14

iv) DG 21-1-0, PORTUGAL

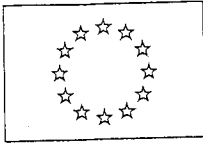
· 91/2240, exonération TVA - institutions sociales

→ · 91/2241, exonération TVA - Institutions catholiques

Proposition du Chef de cabinet de MME SCRIVENER : exécution sans délai (MD).

Réserve du Chef de cabinet de M. CARDOSO E CUNHA qui estime que la lettre d'information des autorités portugaises, arrivée après décision de mise en demeure, apporte des éléments nouveaux aux dossiers. La poursuite de la procédure lui semble disproportionnée par rapport aux pratiques en question, qui ne posent pas de problèmes du point de vue des ressources propres et de la concurrence.

CONFIDENTIAL
CONFIDENTIAL
SERVATISSIMO
VERTROUWELIJK
CONFIDENTIAL



COMMISSIONE EUROPEA

SERVIZIO GIURIDICO
Il Direttore generale

Bruxelles, 23 MAI 2003
JUR(2003) 55073

Onorevole Maurizio TURCO
Parlamento Europeo
Palazzo Altiero Spinelli 07H161
60, rue Wiertz
B-1047 BRUXELLES

Caro Onorevole,

In data 15 aprile 2003 Lei ha inviato alla Direzione generale della Fiscalità e dell'Unione doganale una richiesta d'accesso a documenti. La Sua domanda riguarda precisamente la procedura d'infrazione nel caso 'IVA' per due Stati membri dell'UE, la Spagna ed il Portogallo. Uno dei documenti identificati dalla Direzione generale come pertinente alla Sua richiesta è il parere del Servizio giuridico, emesso il 3 marzo 1989 su richiesta della Direzione generale XXI, relativo all'esonero dell'IVA per i beni acquisiti da alcune istituzioni della chiesa cattolica spagnola; di conseguenza, la Direzione generale della Fiscalità e dell'unione doganale ha chiesto al Servizio giuridico, il 13 maggio 2003, di risponderLe direttamente riguardo a questo documento.

Il regolamento 1049/2001 sull'accesso del pubblico ai documenti del Parlamento europeo, del Consiglio e della Commissione¹ definisce le norme applicabili in materia. L'articolo 4(2) di detto regolamento prevede, fra l'altro, come eccezione al diritto di accesso, che "[l]e istituzioni rifiutano l'accesso a un documento la cui divulgazione arrechi pregiudizio alla tutela di [...] consulenza legale [...] a meno che vi sia un interesse pubblico prevalente alla divulgazione."

Sono spiacente di doverLa informare che questa eccezione è applicabile alla Sua domanda. Infatti, la divulgazione del documento in questione metterebbe in pericolo la protezione dei pareri giuridici, come ritenuto più volte dal Tribunale di primo grado e dalla Corte di giustizia delle Comunità europee.²

¹ GU L145 del 31.5.2001, pag. 43.

² V. ordinanza del presidente del Tribunale di primo grado del 3 marzo 1998 nella causa T-610/97 R, Carlsen e altri contro Consiglio, Raccolta della giurisprudenza 1998 pagina II-485; sentenza del Tribunale di primo grado dell'8 novembre 2000 nella causa T-44/97, Ghignone e altri contro Consiglio, Raccolta della giurisprudenza - pubblico impiego 2000 pagina IA-223; II-01023; ordinanza della Corte del 23 ottobre 2002 nella causa C-445/00, Repubblica d'Austria contro Consiglio, non ancora pubblicata.

Ho anche preso in considerazione la possibilità di consentire un accesso parziale a detto parere del Servizio giuridico. In considerazione del contenuto e della struttura del documento, tuttavia, non è neppure possibile consentire un accesso parziale, poiché le varie parti del testo sono indissolubilmente connesse.

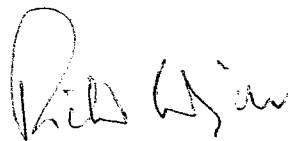
Nel caso in cui Lei desiderasse tuttavia sollecitare il riesame di questa decisione, è Sua facoltà rivolgersi al Segretario generale della Commissione, all'indirizzo indicato in calce, ribadendo la Sua richiesta iniziale. A tal fine dispone di quindici giorni lavorativi a decorrere dal giorno di ricezione della presente. Trascorso tale termine la Sua richiesta iniziale si riterrà revocata.

Il Segretario generale La informerà dell'esito del riesame entro quindici giorni lavorativi dalla data di registrazione della Sua domanda e potrà concederLe l'accesso al documento oppure confermare il rifiuto. In quest'ultimo caso, provvederà altresì a indicarle le possibili vie di ricorso.

La corrispondenza va inviata all'indirizzo seguente:

Segretario generale
Commissione europea
B-1049 BRUXELLES

Voglia ricevere, caro Onorevole, i miei più distinti saluti,



he Michel PETITE *duw*

c.c.: Segretariato generale; unità B2 - Trasparenza, accesso ai documenti,
relazioni con la società civile

PARLEMENT EUROPEEN



DÉPUTÉ AU PARLEMENT EUROPÉEN

FAX COVER PAGE

MITTENTE:
FROM:
DE LA PART DE:

Maurizio TURCO
MEP / Député Européen /
deputato europeo

ALL'ATTENZIONE DI:
TO THE ATTENTION OF:
A L'ATTENTION DE:

To the attention of

DAVID O' SULLIVAN
SECRETARY GENERAL of the
COMMISSION

FAX NUMBER:

02 / 298 32 29

enter
4 byls

DATA/DATE:

13 / 6 / 02 →

N. PAGINE/ N. PAGES:

coverpage + 2

MESSAGGIO/MESSAGE:

COPIE DE L'EMAIL ENVOYÉ
AUJOURD'HUI A L'ADRESSE
SG-ACC-DOC@CEC.EU.INT

All'attenzione del Segretario Generale della Commissione europea

Oggetto: domanda di conferma di accesso al parere del Servizio Giuridico, emesso il 3 marzo 1989 su richiesta della Direzione Generale XXI, relativo all'esonero dell'IVA per i beni acquisiti da alcune istituzioni della chiesa cattolica spagnola

Bruxelles, 10 giugno 2003

Egregio Segretario Generale,

in data 15 aprile 2003 ho inviato alla DG Fiscalità e Unione Doganale una richiesta di accesso ai documenti relativa alla procedura d'infrazione nel caso 'IVA' riguardante la Spagna ed il Portogallo.

Con lettera del 23 maggio 2003 Michel Petite, Direttore Generale del Servizio Giuridico della Commissione europea, mi informava del fatto che *"uno dei documenti identificati dalla Direzione generale come pertinente alla Sua richiesta è il parere del Servizio Giuridico, emesso il 3 marzo 1989 su richiesta della Direzione Generale XXI, relativo all'esonero dell'IVA per i beni acquisiti da alcune istituzioni della chiesa cattolica spagnola"*.

In detta lettera la Commissione rifiuta l'accesso a tale documento adducendo come ragione l'articolo 4 (2) del regolamento 1049/2001 sull'accesso del pubblico ai documenti. Tale articolo afferma:

"Le istituzioni rifiutano l'accesso a un documento la cui divulgazione arrechi pregiudizio alla tutela di quanto segue:

- gli interessi commerciali di una persona fisica o giuridica, ivi compresa la proprietà intellettuale,*
- le procedure giurisdizionali e la consulenza legale,*
- gli obiettivi delle attività ispettive, di indagine e di revisione contabile, a meno che vi sia un interesse pubblico prevalente alla divulgazione."*

La Commissione richiama in particolare l'eccezione al diritto di accesso nel caso in cui il documento richiesto se pubblicato *"arrechi pregiudizio alla tutela di (...) consulenza legale, a meno che vi sia un interesse pubblico prevalente alla divulgazione"*, e afferma che *"la divulgazione del documento in questione metterebbe in pericolo la protezione dei pareri giuridici"*. La Commissione afferma inoltre di avere considerato la possibilità di concedere un accesso parziale a detto documento, ma che *"in considerazione del contenuto e della struttura del documento, tuttavia, non è neppure possibile consentire un accesso parziale, poiché le varie parti del testo sono indissolubilmente connesse"*.

Con la presente lettera, presento domanda di conferma di accesso al documento summenzionato e chiedo alla Commissione di rivedere la sua posizione al riguardo.

E' importante chiarire il principio per cui l'eccezione prevista dall'articolo 4(2) del Regolamento relativa alle procedure giurisdizionali ed alla consulenza legale non può essere interpretata al fine di secretare tutti i pareri giuridici detenuti dalla Commissione.

Innanzitutto tale eccezione al principio generale della trasparenza e dell'accesso ai documenti deve essere intesa come volta a proteggere i pareri legali formali analoghi alle comunicazioni scritte tra un avvocato ed un cliente. Questi non saranno diffusi a meno che non

vi sia un interesse pubblico prevalente nella pubblicazione. Tale interpretazione deriva dal fatto che il Regolamento parla di "procedure giurisdizionali e la consulenza legale". Anche il Mediatore europeo ha pubblicato un rapporto speciale che conferma tale interpretazione restrittiva dell'articolo 4(2). Essendo il parere del Servizio Giuridico del 1989, non avendo la Commissione europea proceduto in giustizia nei 14 anni successivi all'elaborazione di tale parere legale ed avendo anzi deciso di chiudere il fascicolo riguardante la procedura di infrazione relativa all'esonero dell'IVA in Spagna a favore della Chiesa cattolica, è evidente che tale documento può essere reso pubblico. L'eccezione richiamata non è quindi applicabile al caso di specie.

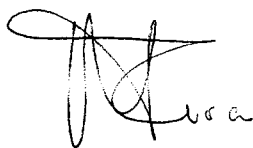
Inoltre, il documento SEC (2003) 260/3 approvato il 28 febbraio 2003 afferma al punto 33 che in tali casi l'accesso ai documenti per procedure già archiviate è la regola in principio, tranne per limitate eccezioni. Sebbene tale documento affermi che i pareri legali ricadano in generale nell'eccezione ex art. 4(2) del Regolamento 1049/2001, come illustrato al paragrafo precedente tale affermazione è errata, e quindi anche i pareri del Servizio giuridico ricadono nel principio della presunzione di accesso che comporta il massimo accesso possibile ai documenti e l'interpretazione restrittiva delle eccezioni.

Se anche l'art. 4(2) del Regolamento fosse di applicazione, la Commissione comunque violerebbe l'obbligo di interpretare ed applicare tale eccezione al principio generale di accesso ai documenti previsto dai Trattati e dal Regolamento 1049/2001 in modo restrittivo. La Commissione viola quindi il principio di proporzionalità. La Commissione, sebbene dichiarata di avere esaminato il testo al fine di verificare se un accesso parziale fosse possibile, non illustra con precisione perché la pubblicazione - parziale o integrale - del documento possa arrecare pregiudizio alla protezione dei pareri giuridici intesi come pareri legali formali analoghi alle comunicazioni scritte tra un avvocato ed un cliente in occasione di un processo.

Inoltre, se anche tale eccezione fosse di applicazione nel caso di specie, la Commissione non ha correttamente valutato l'interesse pubblico prevalente all'accesso al documento in questione. E' evidente che la Commissione ha preso una decisione politica nel momento in cui ha deciso di non agire nel caso di specie portando in giustizia il Regno di Spagna, e per tale motivo è importante per i cittadini il prendere conoscenza dell'opinione giuridica elaborata per comprendere se le istituzioni comunitarie e gli Stati membri hanno agito o stanno agendo in modo legittimo e legale, nel rispetto del diritto e della legge.

A mio parere la decisione di negare l'accesso al documento da parte dei cittadini può arrecare pregiudizio alle istituzioni europee, sollevando dubbi sulla correttezza dell'operato della Commissione europea nel caso di specie, dubbi che sarebbe nell'interesse della Commissione stessa - nonché dei cittadini - di dissipare.

Distinti saluti,



Maurizio Turco

Presidente degli Eurodeputati Radicali della Lista Bonino

PARLEMENT EUROPEEN



DÉPUTÉ AU PARLEMENT EUROPÉEN

FAX COVER PAGE

MITTENTE:
FROM:
DE LA PART DE:

Maurizio TURCO
PRESIDENT OF THE RADICAL MEPS

ALL'ATTENZIONE DI:
TO THE ATTENTION OF:
A L'ATTENTION DE:

To the attention of
DAVID O'SULLIVAN
SECRETARY GENERAL
of the EUROPEAN COMMISSION

FAX NUMBER:

02 - 299 32 29

DATA/DATE:

25/6/02 → 16

N. PAGINE/N. PAGES:

coverpage + 4

MESSAGGIO/MESSAGE:

COPY OF THE EMAIL SENT
TODAY TO THE EMAIL ADDRESS
SG - ACC - DOC @ CEC.EU.INT

To the attention of the General Secretary of the European Commission
Unit SG/B/2 "Openness, access to documents, relations with civil society"
B-1049 Brussels

Mr. David O'Sullivan

Brussels, 25 June 2003

Subject: access to letters sent by the Permanent Representatives of Spain and Portugal to the Commission concerning procedures 91/2239 and 91/2241

Dear Sir,

On 22 May 2003 I requested access to documents related to the infringement proceedings on the basis of Article 226 of the Treaty against Spain and Portugal in relation to the VAT exemptions granted by these States to the Catholic Church, and in particular to the following documents:

(I) Proceeding 91/91/2239 against Spain

- 1. Letter of 11th of May 1990 sent by the Permanent Representative of Spain to the General Secretary of the European Commission**
- 2. Letter of 21st of March 1994 sent by the Permanent Representative of Spain to the General Secretary of the European Commission**

(II) Proceeding 91/2241 against Portugal

- 3. Letter of 12 of December 1991 sent by the Permanent Representative of Portugal to the General Secretary of the European Commission**
- 4. Letter of 8th of December 1992 sent by the Permanent Representative of Portugal to the General Secretary of the European Commission**
- 5. Letter of 30th of March 1993 sent by the Permanent Representative of Portugal to the General Secretary of the European Commission**

In a letter of the 5th of June 2003 signed by Mr Jean-Louis Vergnolle of the DG Taxation and Customs Union, it is stated that (authors' translation) *"the Commission has the duty to consult Member States, as provided by article 5(4) of the Commission Decision n. 2001/937, in application of art. 4(5) of the Regulation 1049/2001"*.

The letter continues that *"the competent authorities of both Member States have informed my services that access to the abovementioned documents shall be refused. For your information, the reasons invoked both by the Portuguese and Spanish authorities refer to the protection of international relations with the Holy See and fiscal interests. Since both Spain and Portugal have opposed their veto to the communication of their documents, and taken into consideration art. 4(5) of the Regulation 1049/2001, I am sorry to have to refuse access to the documents listed above."*

For the reasons invoked below, I hereby make a confirmatory application to the Commission asking it to review its position and grant access to the documents 1 to 5 listed above.

General principle

As you are well aware, the principle of access to documents and its widest application as a general rule is enshrined in the Treaties, in the common principles of Member States, and is the basis of Regulation 1049/2001 (the *Regulation*). The Regulation provides as a general rule that any citizen of the Union has a right to access to all documents held by an institution (Article 2(1) and (3)). All exceptions to this principle have to be interpreted and applied strictly (Joined Cases C-174/98 P and C-189/98 P *Netherlands and Van der Wal v. Commission* [2000] ECR I-1, paragraph 27 and more recently, Case C-353/99 P, *Council of the European Union v. Heidi Hautala* of 6 December 2001). Furthermore, the application of the exception should not have the result that the effectiveness of that right would thereby be substantially reduced (paragraph 26, Case C-353/99 P).

Obligation to consult

First of all, it should be pointed out that the infringement proceedings have long been closed (as confirmed by the Commission in its reply to the parliamentary question P-3773/02), and that the documents in question date from 9 and 13 years ago. In my opinion, these documents should be considered as public without there being a need to consult the Member State in question.

It is useful to refer in this connection to the Commission document SEC/2003/260/3 concerning public access to documents relating to infringement proceedings, which provides that "*any exception provided for by the Regulation can apply only for the period during which protection is justified on the basis of the content of the document*" (point 6). It follows from this document that the general principle of presumption of accessibility applies to these documents. The Commission nevertheless states that according to the interpretation it gives to Article 4(5) of the Regulation, as a general rule it "*will not disclose a document relating to an infringement procedure originating in a Member state without the latter's consent*" (point 15). In my view, this point of view is incompatible with the general principle of access of the Regulation as described above. A general exception is indeed contrary to both the spirit and the letter of the Regulation, as interpreted by the Court of Justice, which requires that a case-by-case assessment shall be made and that partial access shall be given where possible. It is therefore not surprising that this interpretation has been challenged before the Court of First Instance (case T-168/02 pending before the Court).

By not taken into account these considerations, the Commission has misconstrued Article 4(4) of the Regulation.

Application of the exceptions laid down in Article 4(1) and (2)

Secondly, in case the Commission does consult the third party with a view to assessing whether an exception under Article 4(1) or (2) is applicable, the Commission is on the basis of the Regulation obliged to take a position on the applicability of these exceptions in the case before it. It indeed follows from a strict interpretation of Article 4(4) of the Regulation that if there is a doubt as to the application of an exception, the Commission shall *consult* the third party on this point.

Spain and Portugal, in asking the Commission not to release the documents requested, have affirmed that the disclosure of the letters could undermine their international relations with the Holy See and their financial policy. It is my opinion that these exceptions shall again be interpreted and applied in a strict manner. It is the Commission which has the responsibility and the obligation to decide, in compliance with the general principle of widest possible access and the Regulation, if these exceptions shall be applied in the manner suggested by Spain and Portugal, and whether these exceptions shall prevent the entire documents from being disclosed or whether a partial access shall nevertheless be granted.

As regards the exception of the protection of the public interest of the financial policy of the Community or a Member State, it can be noted that in this particular case conflicting interests should be weighed against each other: the interest of the Community and the other Member States in the correct application of the EU customs union and taxation policy, on the one hand, and the interests of the Spanish and Portuguese fiscal policy on the other hand. In this perspective, I am of the opinion that the exception cannot be applied in the case at hand.

Also in respect of the protection of international relations to which Spain and Portugal refer, it can be pointed out that different interests may collide. In my opinion, the principle of loyal collaboration of Member States with the Community institutions prevents Member States to give priority to third state interests over the interest of the Community or the other Member States, in particular where the correct application of EU legislation in the fields of taxation and fiscal policy is concerned. I believe therefore that also this exception cannot be invoked in the particular case at hand. It is furthermore questionable to directly link a TVA exemption accorded to the Catholic Churches of Spain and Portugal by these States and the international relations of these with the Holy See.

As stated, it is for the Commission to decide, in compliance with the general principle of widest possible access and the Regulation, whether the observations submitted by the Member States under Article 4(4) of the Regulation are legitimate and whether (partial) access shall or shall not be given.

It must be noted in this respect that the Commission has granted access to the letters it had sent to Spain and Portugal, in which references are made to the contents of the letters sent by Spain and Portugal to the Commission. It is therefore difficult to see that a release of the requested documents could undermine the protection of the public interest of the Community or of a Member State.

Application of the exceptions laid down in Article 4(5)

Finally, as regards the exception provided for in Article 4(5) of the Regulation, it is clear that a Member State cannot be given a veto-right over the disclosure of documents falling under the application of the Regulation. It shall indeed be recalled that the application of an exception should not have the result that the effectiveness of that right would thereby be substantially reduced (see above, Case C-353/99 P).

It is submitted, firstly, that this exception merely provides the Member States the opportunity to indicate, *at the moment of communication of the document to the Commission*, that a document shall be regarded as confidential and that it shall not be disclosed without its prior agreement. In view of the applicability of the Regulation, the Commission shall have the obligation to take a position on this reservation at the moment access is requested to this document.

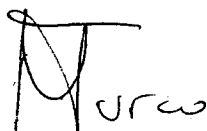
Secondly, although the Commission suggests in Article 5(4) of its Rules of Procedure that if the document was forwarded to the Commission before the date of application of the Regulation, the Commission shall always consult the originating authority, the conformity of this internal rule with the Regulation is questionable. If no indication of confidentiality has been given in the original document, I do not see why this body of documents should be given a special status under the Regulation in derogation of the general access principle.

In any event, the Member States cannot be held to dispose of a veto right as regards the accessibility of documents they have drafted and communicated to the institutions, in an area of activity of the European Union. This position would substantially reduce the effectiveness of the Regulation. In this vein, the Commission has and shall have the obligation to take a position on the legitimacy of the arguments invoked by the Member State.

In light of the above, the Commission should apply Article 5(6) of the Rules of Procedure and inform the Spanish and Portuguese state of its obligation to disclose the document.

For all the abovementioned reasons, I request the Commission to reconsider its position and grant access to the documents listed above.

Sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Turco', with a stylized flourish above the 'M'.

Maurizio Turco
President of Radical MEPs of the Lista Bonino



COMMISSIONE EUROPEA
SEGRETARIATO GENERALE

Il Segretario generale

Bruxelles, il 7/7/03
SGB3/VJ/D(2003)330252

Sig. Maurizio TURCO

Per e-mail : mturco@europarl.eu.int

Egregio Signor Turco,

La ringrazio per i suoi e-mail e fax del 13 giugno 2003, registrati il 16 giugno 2003, con i quali Lei sollecita un riesame della sua domanda di poter prendere visione del parere del Servizio giuridico della Commissione, emesso il 3 marzo 1989, concernente l'esonero e il non assoggettamento all'TVA di talune forniture di beni alle istituzioni della Chiesa cattolica in Spagna e Portogallo.

Lei invoca a sostegno della sua domanda il fatto che la deroga dell'articolo 4, par. 2 si applicherebbe unicamente ai pareri comparabili alle comunicazioni scritte fra un avvocato e il suo cliente, nel quadro di una procedura giurisdizionale. Considerando che il parere espresso dal Servizio giuridico nel 1989 non ha portato ad adire la Corte di giustizia ma, al contrario, ha condotto alla chiusura della procedura, il parere dovrebbe, secondo Lei, essere divulgato.

Al termine del riesame della sua domanda, debbo tuttavia confermare il rifiuto di accesso che Le è stato opposto dal Servizio giuridico, in data 23 maggio u.s., in applicazione della deroga diretta alla tutela dei pareri giuridici, di cui all'articolo 4, par. 2, secondo trattino del regolamento (CE) 1049/2001 relativo all'accesso del pubblico ai documenti, per le seguenti ragioni.

La necessità di attribuire una tutela particolare ai pareri dei Servizi giuridici è stata riconosciuta dal Presidente del Tribunale di primo grado, nella sua ordinanza del 3 marzo 1998,¹ dal Tribunale nella sua sentenza dell'8 novembre 2000,² e dalla Corte nella sua ordinanza del 23 ottobre 2002,³ secondo i quali deve essere salvaguardata la facoltà, per le istituzioni comunitarie, di raccogliere dei pareri giuridici indipendenti. In caso contrario, la Commissione perderebbe ogni interesse a chiedere dei pareri scritti al suo Servizio giuridico, il che la priverebbe di uno strumento essenziale alla corretta esecuzione dei suoi compiti.

I pareri del Servizio giuridico sono documenti interni aventi per scopo essenziale di offrire alla Commissione ed ai suoi servizi dei pareri su questioni giuridiche, sulla base dei quali la Commissione e i suoi servizi adottano le loro posizioni definitive. E' essenziale, affinché questi pareri possano essere formulati in tutta franchezza e obiettività, che venga salvaguardata la loro

¹ Causa T-610/97 R, Carlsen e.a. c/Consiglio, *Raccolta della giurisprudenza, 1998 II-pag. 485.*

² Causa T-44/97, Ghignone e.a. c/Consiglio, *Raccolta della giurisprudenza - funzione pubblica 2000 pag. IA-223 ; II-1023.*

³ Causa C-445/00, Austria c/Consiglio, *Raccolta della giurisprudenza 2002 page I-9151.*

riservatezza. Il buon funzionamento delle istituzioni, che è un interesse pubblico il cui rispetto deve essere assolutamente assicurato, subirebbe un pregiudizio se tali documenti dovessero essere divulgati (cfr. ordinanza del 3 marzo 1998, precitata, paragrafo 46). In effetti, la divulgazione dei pareri del Servizio giuridico, avrebbe l'effetto di rendere pubblico il dibattito e gli scambi di vedute interni all'istituzione e questo potrebbe quindi creare una situazione di incertezza per quanto riguarda la legalità delle decisioni della Commissione.

L'interpretazione della deroga dell'articolo 4, par. 2, relativa all'accesso ai pareri giuridici emessi dal Servizio giuridico di una istituzione è stata oggetto di una relazione del Mediatore europeo⁴ (che Lei cita) ed è attualmente oggetto di una causa pendente presso il Tribunale di primo grado.⁵ Ferma restando quella che sarà la sentenza del Tribunale, si può constatare che il rifiuto di divulgare il parere del Servizio giuridico in questione, non contrasta con le conclusioni della relazione del Mediatore. In effetti, il Mediatore ritiene che sia necessario operare una distinzione da un lato, fra i pareri giuridici espressi nell'eventualità di procedure giurisdizionali future e dall'altro, i pareri giuridici espressi nel quadro del normale processo legislativo. Secondo il Mediatore, solo i pareri giuridici che rientrano nella prima categoria dovrebbero essere considerati come "pareri giuridici" ai sensi dell'articolo 4, paragrafo 2, secondo comma del regolamento 1049/2001. Ora, i pareri del Servizio giuridico espressi nel quadro di un procedimento di infrazione, come nel presente caso, sono esattamente dei pareri giuridici espressi nell'eventualità di un procedimento giurisdizionale.

L'articolo 4, par. 2 precitato prevede che l'accesso è rifiutato "a meno che vi sia un interesse pubblico prevalente alla divulgazione". Nella fattispecie, ritengo che non sussista un interesse pubblico prevalente su quello della necessaria tutela da garantire ai pareri giuridici.

Ho anche preso in considerazione la possibilità di concederLe un accesso parziale al documento in questione. Ma, dato che tutte le parti del documento sono strettamente connesse, un accesso parziale non è possibile, dato che l'eccezione di cui sopra si applica al documento nella sua interezza.

Le ricordo infine i mezzi di cui dispone per impugnare la presente decisione. Può presentare denuncia al Mediatore europeo o proporre un ricorso per annullamento dinanzi la Corte di giustizia delle Comunità europee, alle condizioni previste rispettivamente all'articolo 195 e all'articolo 230.

Le porgo distinti saluti.



David O'Sullivan

⁴ Relazione speciale del Mediatore europeo all'attenzione del Parlamento europeo facente seguito al progetto di raccomandazione rivolto al Consiglio dell'Unione europea nella denuncia 1542/2000/(PB)SM, <http://www.europarl.eu.int/ombudsman/special/pdf/fr/001542.pdf>

⁵ Causa T-84/03, Maurizio Turco c/ Consiglio.



EUROPEAN COMMISSION
SECRETARIAT-GENERAL

Directorate B
SG-B-2
Openness

Brussels, 23 July 2003
SG/B/2/svi D(2003)

FAX

To:	Ms Zingoni Office of Mr Turco	Telephone:	02 284 72 11
		Fax:	02 284 92 11
From:	Sabine Van Impe SG/B/2 BREY 9/219	Telephone:	(32-2) 295.48.34
		Fax:	(32-2) 296.72.42
Number of pages:	3		
Subject:	Reply from Mr O'Sullivan to the confirmatory application of Mr Turco		

Message:

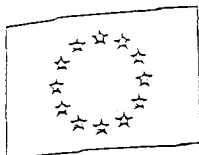
Dear Ms Zingoni,

I am sending you herewith a copy of the above-mentioned reply. The original will follow by postal mail.

We apologize for the delay.

Yours sincerely,

Sabine Van Impe



EUROPEAN COMMISSION
SECRETARIAT-GENERAL

The Secretary General

Brussels, 22 July 2003
SG.B.2/VJ/D(2003) 330257

Mr Maurizio TURCO
European Parliament
Palais Altiero Spinelli 07H161
60, rue Wiertz
B - 1047 Bruxelles

Dear Mr Turco,

Thank you for your e-mail of 25 June 2003, registered on 26 June 2003, in which you ask me to reconsider your request for access to documents related to two infringement proceedings under Article 226 EC opened against Spain and Portugal concerning the provisions on VAT exemptions applied in these two Member States to goods and services purchased and supplied to the Roman Catholic Church.

You requested in particular the following documents:

(1) Proceeding 91/2239 against Spain:

Letters of 11 May 1990 and 21 March 1994 sent by the Permanent Representative of Spain to the Secretary General of the European Commission

(2) Proceeding 91/2241 against Portugal

Letters of 12 December 1990, 8 December 1992 and 30 March 1993 sent by the Permanent Representative of Portugal to the Secretary General of the European Commission

Having reexamined your request in the light of Regulation (EC) 1049/2001, I have come to the following conclusion.

According to Article 4(5) of Regulation 1049/2001 regarding public access to documents, Member States may request the Commission not to disclose a document originating from them without their consent.

Since the documents you requested were transmitted before the date of entry into force of above mentioned Regulation, i.e. 3 December 2001, the Commission had to consult the Spanish and Portuguese authorities, under Article 5(4) of Commission Decision 2001/137 EC, ECSC, Euratom of 5 December 2001. Both authorities requested the Commission not to disclose their documents. In these circumstances, according to Article 4(5) of Regulation 1049/2001, the Commission is not in a position to grant access to them.

I thus have to confirm on this basis the position of Directorate General for Taxation and the Customs Union, which was sent to you by Mr. VERGNOLLE on 5 June 2003.

In order to reply to your comments concerning the application of the exceptions laid down in Article 4 of above-mentioned Regulation, I would like to make the following remarks.

First of all, the refusal to give you access to the documents requested is not based on Article 4(1) and (2) but only on Article 4(5) of Regulation 1049/2001.

Article 4(5) provides for a specific rule for Member States, who have a privileged position vis-à-vis other third parties. They may request the institutions not to disclose a document originating from them without their prior consent. The provision of Article 4(5) of the Regulation stems from Declaration n° 35 attached to the Final Act of the Treaty of Amsterdam. It reflects the need to reconcile the Community and national rules on transparency. It does not follow from the wording of Declaration n° 35 or of Article 4(5) of the Regulation that the Member States must make their request for non-disclosure in advance. As long as a document originating from a Member State is not in the public domain, the originator may request the institutions not to disclose it.

Furthermore, the consultation foreseen by Article 5(4) of the detailed rules for the application of Regulation 1049/2001 aims at protecting the Member States' interests for those documents that were sent to the Commission before the Regulation became applicable. It is the logical consequence of the retroactive effect of the Regulation.

Article 4(5) thus permits the rules on transparency in the Community and national legal orders to be reconciled. It follows that it is not for the Commission to decide on a position taken by a Member State under the national legal regime on transparency concerning whether (partial) access shall or shall not be granted. This is the difference between the specific position of the Member States and the position of other third parties. Article 4(4) of the Regulation sets out the general rule according to which a third party should be consulted if it is not clear whether the document should or should not be released. The purpose of the consultation is to assess whether one of the exceptions of Article 4(1) or Article 4(2) applies. The author has no right of veto. If the Commission is convinced that there are no reasons to withhold the document, it will disclose it against the author's will, but will give him the opportunity to oppose disclosure in a Court action [Article 5(6) of the detailed rules for the application of Regulation 1049/2001].

I draw your attention to the means of redress that are available against this decision. You may either bring proceedings before the Court of First Instance or file a complaint with the European Ombudsman under the conditions specified respectively in Articles 230 and 195 of the Treaty establishing the European Community.



David O'SULLIVAN